

Déclaration liminaire du Conseil Départemental de l'Action Sociale (CDAS) du 12 mars 2019

Monsieur le Président du CDAS,

SOLIDAIRES FINANCES 94 a toujours de grandes ambitions en matière d'Action Sociale et ce malgré un contexte de rigueur budgétaire pour l'ensemble des agents de la fonction publique. L'actualité est marquée par des reculs sociaux jamais atteints depuis des décennies. Ils affaiblissent jusqu'à l'anéantissement tous les mécanismes de protection, de solidarité et de contrôle, de régularisation, économiques et sociaux.

Nous déplorons à nouveau la baisse du Crédit d'Action Local alloué au Val-de-Marne pour l'année 2019 dans un contexte de baisse du pouvoir d'achat des agents.

Nous dénonçons la suppression du nombre d'emplois implantés dans les délégations, entraînant une disparition progressive du réseau de proximité.

La multiplication du nombre de réformes génère une inquiétude pour les personnels et l'avenir de l'Action Sociale.

Concernant la restauration :

SOLIDAIRES FINANCES 94 est particulièrement attaché à une restauration collective de qualité, respectueuse de l'environnement, de proximité, à des tarifs sociaux, considérant qu'elle est un élément incontournable des conditions de travail et qu'elle peut répondre à la problématique de santé publique que constitue l'alimentation des agents.

Dans un contexte généralisé de remises en cause de la restauration collective et de fermeture systématique des petites structures de restauration, une épée de Damoclès plane sur les sites Val-de-Marnais restants.

Nous déplorons par ailleurs que la valeur faciale du titre restaurant n'aie pas été revalorisée.

Concernant le logement :

Le parc ALPAF demeure bien insuffisant pour répondre aux besoins des agents en Île-de-France.

SOLIDAIRES FINANCES 94 remarque également que le faible taux de rotation des logements tendra à s'aggraver au fil des ans en raison des nouvelles règles de gestion des personnels.

Nous regrettons le manque de moyens, notamment les subventions allouées à l'ALPAF.

Concernant les aides à la parentalité :

SOLIDAIRES FINANCES 94 exige du Ministère une politique volontaire de réservation de places en crèche, une augmentation du nombre de berceaux à la hauteur de la demande.

Concernant les CESU :

SOLIDAIRES FINANCES 94 constate qu'il est toujours aussi difficile d'en bénéficier compte tenu des conditions de ressources exigées.

Concernant les chèques cadeaux dématérialisés :

En 2018, un nouveau marché national des chèques cadeaux a été validé par le Secrétariat Général sans aucune consultation préalable des organisations syndicales.

Nous constatons que le prestataire imposé ne pratique pas des tarifs intéressants et, pour certains articles, a des frais de livraison exorbitants...

De plus en cas de rematérialisation du e-ticket, le solde du surplus à la dizaine risque d'être perdu, le seul gagnant serait alors le prestataire EDENRED.

SOLIDAIRES FINANCES 94 demande qu'une enquête soit réalisée afin de connaître le taux de satisfaction des bénéficiaires.

Concernant l'EPAF :

SOLIDAIRES FINANCES 94 déplore des tarifs de colonies de vacances en nette augmentation, trop élevés au regard des salaires des agents qui eux ne sont pas revalorisés.

SOLIDAIRES FINANCES 94 affirme encore et toujours que l'action sociale permet de retrouver du lien social de diverses manières et aide les agents à mieux appréhender leurs difficultés quotidiennes, personnelles ou professionnelles.

ALPAF : Association pour le Logement du Personnel des Administrations des Finances

CESU : Chèque Emploi Service Universel

EPAF : Association Éducation Plein Air Finances